

**La maîtrise de l'information dans une société multiculturelle :
le rôle des bibliothèques en Bulgarie actuelle**

Evgenia Rusinova
Georgeta Nazarska
State University of Library Studies and IT
Sofia, Bulgarie

Traduction: Hager Braham
Bibliothécaire
Québec, Canada
hagerbra@hotmail.com

Réunion : ***94 — The importance of information literacy for multicultural populations: needs, strategies, programs, and the role of libraries — Information Literacy Section with Library Services to Multicultural Populations and the Special Interest Group on Indigenous Matters***

Résumé:

Cette communication examine les ressources des bibliothèques publiques en Bulgarie actuelle afin de mettre en place un programme pour la maîtrise de l'information chez les minorités ethniques et les immigrants. Les objectifs de cette communication sont: analyser les besoins des minorités en compétences et en habiletés dans la maîtrise de l'information, aider à la recherche dans le cadre juridique existant, décrire les meilleures pratiques dans les bibliothèques bulgares.

La communication présente un projet de stratégie pour atteindre la maîtrise de l'information chez les minorités et les immigrants en Bulgarie avec la contribution des bibliothèques. Ses principales grandes lignes sont la planification stratégique et la provision en ressources, à titre d'exemple, les activités juridiques, les sources de financement, le rôle de l'État et des autorités locales en partenariat avec les ONG, l'introduction aux technologies de l'information et le développement des ressources humaines.

1. Introduction

Notre communication consiste à examiner les ressources des bibliothèques publiques en Bulgarie actuelle afin d'instaurer un programme pour la maîtrise de l'information chez les minorités ethniques et les immigrants. Nous avons pour objectif l'analyse des besoins des minorités en habiletés et en compétences dans la maîtrise de l'information ; la recherche dans le cadre juridique existant ; l'identification des meilleures pratiques des bibliothèques

bulgares ; et la définition d'un projet de stratégie pour la maîtrise de l'information destiné aux minorités et aux immigrants.

2. La Bulgarie actuelle en tant que société multiculturelle : minorités ethniques et immigrants

Environ un quart de la population dans la Bulgarie actuelle est composé de membres de minorités ethniques traditionnelles - Turques, Roms, Arméniens, Juifs, Russes, Wallachians et autres. La principale minorité concernée est la minorité turque (9,4% - 746 664 personnes) vivant principalement dans le nord-est et le sud-est de la Bulgarie. La deuxième plus grande communauté ethnique est composée de Roms (4,6% - 370 908 personnes selon les statistiques officielles et environ 700 000 personnes selon les sources non-officielles) qui sont dispersés à travers le pays. Ils vivent principalement dans les villes et sont répartis dans les zones géographiques à cause de différences internes autant linguistiques que culturelles. Les communautés culturelles sont moins nombreuses qu'elles soient composées de Russes, de Juifs, d'Arméniens, de Wallachians, de Sarakistans (Karkachans), de Tatars ou d'autres groupes, qui se sont dispersés à travers le territoire bulgare. Elles sont socialement intégrées dans la société et possèdent tous les droits civils et les libertés. Pendant la période post-communiste, des minorités se sont établies et elles ont pu restituer leurs associations culturelles, leurs publications et d'autres institutions. (Chichikova 1999; Tomova 1995).

La Constitution bulgare (1991) de même que certaines lois ont approuvé la Bulgarie en tant qu'un état de nations, un pays où il n'y a pas de résolutions statutaires pour les minorités nationales dans les droits collectifs. Légalement, les citoyens bulgares dont la première langue n'est pas le bulgare sont des individus ayant des droits civiques complets incluant les droits à l'éducation. En 1999, le Parlement a ratifié la Convention-cadre pour la Protection des minorités nationales (FCNM, 1999) et au cours de ces vingt dernières années, il a accepté les principes fondamentaux permettant la protection des droits des communautés culturelles.

Au moment où la Loi sur l'éducation publique (1991) reconnaît les écoles publiques (nationales, départementales et municipales) et privées, il n'y avait pas mention d'écoles pour les minorités ethniques où les étudiants pouvaient assister à des cours dans leur langue primaire. Si elles le souhaitent, ces communautés peuvent bâtir leurs propres écoles privées. La Loi sur l'éducation publique a établi que la langue maternelle est un cours optionnel de la 1ère à la 8ème année scolaire et qui peut être enseignée pendant quatre heures chaque semaine. Des rectifications à la Loi sur l'éducation publique (2002) ont rendu obligatoire la formation préscolaire des enfants de tous les groupes ethniques. Les lois sur les niveaux de l'éducation, le minimum d'une éducation générale et le programme scolaire (1999) ont transformé l'apprentissage de la langue maternelle d'une formation optionnelle à un cours libre que l'état finançait et enseignait de la 1ère à la 12ème année. La loi sur la protection anti-discrimination (2003) sanctionne toute discrimination fondée l'origine, la race, le sexe, la religion et les caractéristiques culturelles (Deykova 2000; Nunev 2003).

Au cours de ces dernières années, le gouvernement bulgare a adopté plusieurs règlements régissant l'éducation des minorités. Ces règlements comprennent des règles pour la mise en application de la Loi sur l'éducation publique (1999); un programme cadre régissant l'intégration des Roms dans la société bulgare (1999, 2009); une stratégie nationale pour le développement démographique en Bulgarie (2006-2020); un plan national pour l'intégration des Roms, 2005-2015 (2008); des lignes directrices pour l'intégration des enfants et des écoliers de minorités (2002); des lignes directrices pour l'éducation des enfants avec des

besoins spécifiques en éducation et/ou atteints de maladies chroniques (2002); une stratégie pour une éducation favorisant l'intégration des enfants et des écoliers issus de minorités ethniques (2004, révisée en 2010); un programme national pour les garderies et les écoles ainsi que la formation, 2006-2015 (2006); un programme pour le développement de l'éducation, des sciences et de la jeunesse du parti politique GERB (2009); une régulation de l'assimilation de la littérature et de la langue bulgares (2009); des lignes directives pour l'implantation et le renforcement des budgets alloués (2009); et une liste d'écoles protégées ainsi que leurs allocations budgétaires additionnelles (2009).

Dans les années 90, quelques experts dans l'enseignement de la langue maternelle en hébreu, arménien, turque, romani (1992) et dans la religion (chrétienté et islam) ont été attirés à l'administration centrale et dans les inspectorats éducatifs en milieu rurale. Présentement, des experts originaires de minorités ethniques (arméniens, juifs, roms et turques) travaillent dans différents départements du Ministère. Un département particulier a été créé pour l'accessibilité à l'éducation et à l'environnement éducatif. Un centre (2005) et une commission consultatives (2004) pour l'intégration scolaire destinés aux enfants et aux écoliers issus de minorités ethniques ont vu le jour.

Dans les années 90, la langue maternelle a été introduite en tant que matière à option dans les écoles secondaires. Bien que l'enseignement de la langue maternelle n'a pas été encore introduit dans l'enseignement préscolaire, des tentatives récentes ont eu lieu afin de l'intégrer. Certaines garderies dans un projet pilote ont reçu l'appui des ONG. Ces garderies, par exemple, étaient au service de groupes d'enfants d'origine juive et arménienne dans la ville de Sofia.

En effet à ce stade, les principales tâches sont concentrées sur la population des Roms. Les autorités bulgares en éducation visent à faire déplacer les enfants roms des ghettos aux garderies mixtes dans le but de leur permettre d'apprendre la langue bulgare et faciliter, ainsi, leur préparation à la 1ère année de l'école. Bien que de bonnes pratiques existent (par exemple, le lancement de la Romani Baht Foundation en 2002 dans la ville de Samokov) jusqu'à maintenant, cette priorité n'a pas été atteinte. Malgré la réticence manifestée des directeurs des écoles de Roms et des parents bulgares à l'idée d'avoir les enfants roms dans des garderies mixtes, les enseignants ont observé que cette expérience leur a permis de faire le constat suivant : les enfants roms ont à un problème d'adaptation et qu'une fois rendus à leur 1ère année, ils ne parlent pas la langue bulgare.

Les minorités ont un accès gratuit aux écoles publiques. Dans le but d'apprendre dans leur langue maternelle, les élèves issus de minorités ethniques doivent écrire au directeur de l'école et former un groupe composé au minimum de huit personnes. Entre 1991 et 2001, l'enseignement de la langue maternelle était une matière optionnelle et se limitait aux quatre premières années du primaire (de la 1ère à la 4ème). La viabilité de ce cours dépendait largement de la disponibilité de budgets dans les municipalités et la volonté des directeurs des écoles. Depuis 2001, l'enseignement de la langue maternelle est devenu une matière libre dont l'enseignement a été élargi de la 1ère à la 12ème année, pendant quatre heures par semaine. Ces cours ont été donnés grâce au financement de l'école. L'enseignement des autres matières se faisait en bulgare.

Environ 19,5% des enfants turques (23 000 enfants) apprennent leur langue maternelle à l'école. Le cours est donné avec des documents légaux et du matériel pédagogique.

Le plus grand nombre d'écoliers turques suivant un cours dans leur langue maternelle vivent dans les villes de Kardjali, Shoumen, Razgrad, Bourgas, Haskovo, Rouse et Silistra. Cette éducation rencontre certaines difficultés : plusieurs écoliers ne parlant pas la langue bulgare chez eux, ils ne peuvent pas répondre aux exigences du programme et décrochent tôt de l'école ou encore ne sont pas envoyés dans des écoles spécialisées. Le nombre d'enseignants en langue turque est en diminution en raison de l'immigration vers la Turquie dans les années 90. Le turque est enseigné par des non-spécialistes qui ont été formés pour le besoin. Plusieurs directeurs d'écoles et d'enseignants d'origine bulgare encouragent les enfants à participer aux autres groupes de langues étrangères et excluent ceux orientés vers l'apprentissage du turque. Les autorités scolaires n'exercent aucun contrôle sur la procédure de l'inscription (Deykova 2000; Mehmed 2002).

Seulement 1% des enfants roms ont appris leur langue maternelle à l'école. Ceci est lié au fait que 62% de ces enfants ne fréquentent pas l'école en raison de leur pauvreté, de l'absence d'intérêt, de l'absence de motivation des parents ou encore d'un mariage précoce. Environ 70% des écoliers roms fréquentent des écoles ségréguées, exclusivement réservés à eux, dans leurs voisinages ou des écoles spéciales (des institutions spécialisées dans l'éducation des enfants avec des handicaps) où le niveau de l'éducation est bas. Ces écoles représentent plus que 20% de l'ensemble des écoles en Bulgarie. Seulement, 6,1% des enfants roms expriment leur souhait d'étudier en romani étant leur langue maternelle. 6,8% des enfants roms musulmans préfèrent s'inscrire à des cours en langue turque que romani. Les principaux problèmes rencontrés dans l'enseignement du romani en tant que langue maternelle sont : l'existence d'écoles ségréguées; l'absence de mécanisme pour une intégration sociale; l'inégalité d'accès à l'éducation; le décrochage scolaire précoce et l'absence d'enseignants et de manuels scolaires. Dans certaines écoles, au lieu d'enseigner le romani en tant que langue maternelle c'est plutôt le folklore des roms qui est enseigné en tant que matière optionnelle. Ceci attire un nombre significatif d'enfants (Nunev 2008b).

Actuellement, les apprenants de l'hébreu représentent 850 écoliers. En effet, ce ne sont pas tous des juifs, mais ceci est devenu possible depuis que n'importe quel parent peut inscrire son enfant à une formation dont la langue de l'enseignement est l'hébreu. Cette possibilité remonte à 1989, date à laquelle Israël et la Fondation Ronald Lauder ont construit un bureau d'étude de la langue et de la culture juives dans la 134ème école primaire située à Sofia. Dans cette école, il y a des étudiants juifs et bulgares. Certains cours sont enseignés en hébreu. Des projets existent dans le but d'étendre cette école au niveau universitaire. Les principaux problèmes rencontrés dans cet enseignement sont le peu d'enfants fréquentant l'école dû à l'immigration permanente vers Israël et la pénurie de manuels scolaires (Levy 2003).

Il existe 286 écoliers qui étudient l'arménien à Sofia et Plovdiv. Aujourd'hui, plusieurs arméniens ne parlent pas leur propre langue, ce qui a conduit à une pénurie d'enseignants formés. De plus, ils sont confrontés ici aux mêmes problèmes: nombre d'enfants insuffisant, qualité d'enseignement inadéquate et des manuels scolaires manquants.

Le roumain est enseigné en tant que cours optionnel dans une école accessible et spécialisée proposant une formation intensive dans cette langue à Sofia (1999). Environ un tiers des étudiants dans cette école sont roumains. Le reste étudie le roumain en tant que langue étrangère. Les Wallahians, ceux qui habitent principalement le long des rivières du Danube et du Timok, n'apprennent pas le roumain en tant que langue maternelle.

Le grec enseigné en tant que langue maternelle est un cours optionnel donné à Sliven. C'est là où les enfants de Sarakastani (Karkachans) l'étudient.

Au cours de la décennie passée, une transformation dans le domaine de l'immigration a été observée. La Bulgarie s'est vue transformée d'un pays de nationalités vers une place de transition pour l'immigration. Plusieurs immigrants du Moyen-Orient, de l'Asie Centrale et de l'Afrique se sont installés en Bulgarie. Certains de ces immigrants ont leur résidence permanente; d'autres ont une autorisation de résidence temporaire et peu d'entre eux ont un statut de réfugié. Le problème de leur intégration sociale fait partie en ce moment du programme national. Les autorités croient que l'insertion sociale des immigrants peut être atteinte par leur apprentissage de la langue officielle de la Bulgarie.

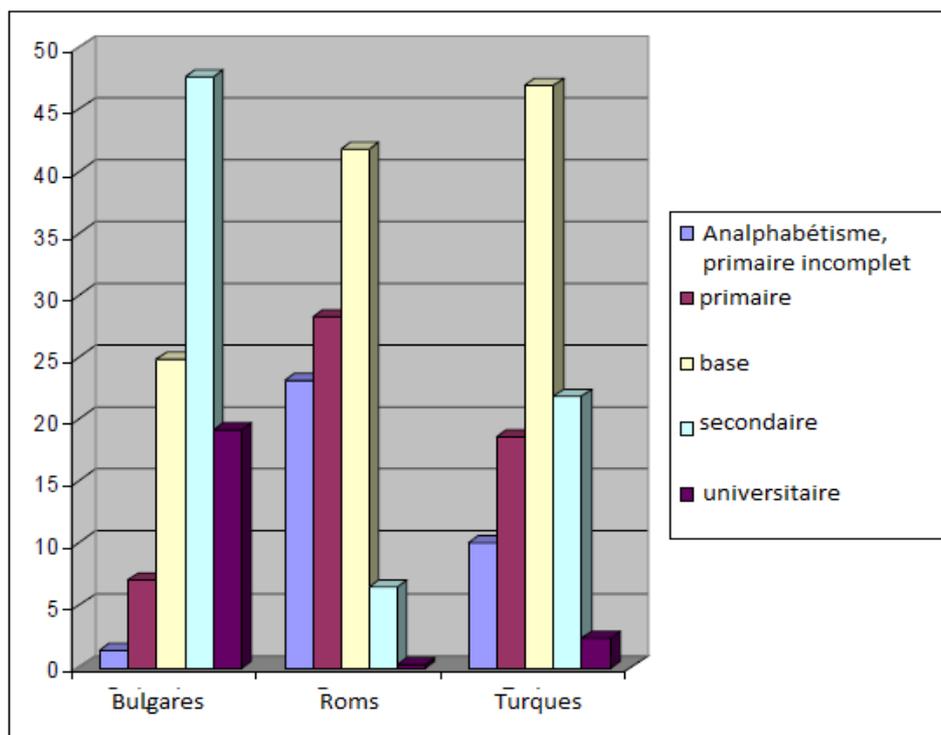
Aujourd'hui, la société bulgare est multiethnique et elle se transforme progressivement en une société multiculturelle. Le nationalisme politique est en train de remplacer le nationalisme ethnique et les stratégies de l'intégration sociale sont entreprises pour tous les groupes de la population bulgare.

3. Les minorités ethniques et les immigrants dans les bibliothèques publiques bulgares : maîtrise de l'information et lecture

Les minorités bulgares varient dans leur nombre, leur occupation professionnelle, leur niveau éducatif et leurs traditions aussi bien que dans leur niveau de maîtrise de l'information.

Les petits groupes minoritaires (russes, arméniens et juifs) possèdent leurs propres institutions culturelles et bibliothèques. Ils ont des taux élevés de maîtrise de l'information; aux alentours de 100%, ce qui leur permet d'être parfaitement bilingues. Les Juifs et les Arméniens parlent le bulgare en tant que langue officielle. Les Turques vivent dans un groupe serré au nord-est et au sud-est de la Bulgarie, des régions habitées principalement par eux. Les Turques sont aussi bilingues mais utilisent la langue bulgare avec différents niveaux d'habiletés. Ceux vivant dans des régions concentrées de populations turques parlent principalement le turque et ont des difficultés à parler et à écrire en langue bulgare. Leur taux de maîtrise de l'information est, en moyenne, plus faible que celui des autres groupes ethniques.

Les Roms ont un faible taux de maîtrise de l'information pour plusieurs raisons, leur faible niveau en éducation, leur faible connaissance de la langue littéraire bulgare et l'absence de compétences de lecture. Ils quittent l'école dès le niveau primaire. Cela s'explique par leurs traditions culturelles, l'attitude négative des parents envers l'éducation, la pauvreté, l'éloignement des centres éducatifs et le mariage précoce. En comparaison avec les autres minorités, des mesures ont indiqué que les Roms ont de faible taux dans la maîtrise de l'information et peu, ceux qui ont un diplôme scolaire.



4. Les bibliothèques publiques dans la Bulgarie actuelle et la société multiculturelle : défis, initiatives et bonnes pratiques

Le rôle des bibliothèques régionales et publiques est extrêmement important dans la situation actuelle. Bien qu'elles proposent des ressources et sensibilisent la population à leur utilisation, un tel usage dépend de nombreux facteurs sociaux, culturels et politiques.

En premier lieu, les services de la bibliothèque pour les groupes minoritaires, les immigrants et les réfugiés sont largement sous-évalués et n'apparaissent pas actuellement dans la programmation des bibliothèques. Cette situation est liée aux difficultés et aux épreuves que le domaine des bibliothèques rencontre depuis 1989. Les inconvénients de la situation et le domaine des bibliothèques ont été soulignés systématiquement (Grashkina 2009; Harizanova 2010). Ces études montrent que:

- il n'y a aucune politique de l'État dans le domaine des bibliothèques.
- il n'y a aucun parrainage des bibliothèques impliquant l'état et les autorités locales.
- il n'y a aucune organisation pour coordonner les activités des bibliothèques et les représenter aux autorités de l'époque.
- il y a eu une forte baisse du financement des bibliothèques dans le pays.
- l'implantation des TIC dans les bibliothèques a été extrêmement lent et difficile.
- le réseau de la bibliothèque nationale qui existait avant les années 1990 a été pour ainsi dire détruit et les liens horizontaux entre les bibliothèques ont été désunis.

- il n'y a pas d'exigences appliquées localement en fonction des niveaux scolaires et des qualifications du personnel dans les bibliothèques.
- les lois existantes sur les bibliothèques traitent d'abord de finances.
- il y a une image publique faible des bibliothèques.
- il y a un manque de vision parmi les cercles de bibliothécaires professionnels.
- la communauté de bibliothécaires n'a pas encore identifié des solutions au multiculturalisme.

La situation générale du domaine des bibliothèques motive certains écrivains qui peuvent s'exprimer comme suit : «violé est le droit à un accès égal et libre aux ressources et aux services des bibliothèques et de l'information, ce qui nécessite la reformulation de la politique nationale dans ce domaine» (Harizanova 2010).

En deuxième lieu, la société bulgare d'aujourd'hui continue à préserver ses préjugés à l'égard des Roms. Tous les autres groupes ethniques ont contribué étroitement dans leur exclusion sociale. Au cours des vingt dernières années, nous avons observé que la volonté gouvernementale est insuffisante pour régler le problème des Roms. En même temps, les autorités gouvernementales ont porté une attention visible à l'éducation des autres minorités ethniques. Ceci est en raison du processus d'assimilation parmi les Juifs et les Arméniens et de l'intégration relativement réussie des Turques.

En troisième lieu, la disponibilité de ressources sur l'histoire et la culture des minorités ethniques était largement suffisante. Les fonds des bibliothèques publiques tiennent compte des livres, des articles, des biographies, des scénarios, etc. publiés par les minorités ethniques avant 1989. Par exemple, entre 1885 et 1944, 348 livres imprimés ont été publiés en arménien, alors qu'entre 1945 et 1989, seulement 12. Ce sont des codes, des règlements, des rapports sur la vie politique, culturelle, sociale, les sports et les organisations séparant la communauté arménienne des autres communautés.

Les collections de périodiques disponibles dans les bibliothèques publiques sont particulièrement précieuses, car elles ont été publiées par les minorités ethniques telles que les Turques, les Juifs, les Arméniens et les Russes. Par exemple, les périodiques en turque publiés en Bulgarie entre 1878 et 1996 présentent 145 titres. Tous ce qui a été publié en turque après 1944 a été repris en latin.

Au cours des vingt dernières années, l'intérêt pour les minorités ethniques et les questions liées à l'immigration a augmenté. Jusqu'à maintenant plus de 2 000 nouveaux titres (monographies, catalogues, collections, dictionnaires, répertoires, etc.) ont été publiés. Ils traitent de sujets tels que les droits des minorités, le programme de l'État, la cohabitation avec la majorité de la population, la discrimination et le racisme, l'immigration, la religion, le folklore, l'identité, l'héritage culturel et bien d'autres sujets. La majorité de ces publications sont en langue bulgare, mais d'autres sont publiées dans les langues d'origine des minorités ethniques.

Les minorités ethniques bulgares peuvent trouver un contenu utile sur le web. Ce contenu se présente dans des sites web construits par leurs organisations, leurs synagogues, leurs églises et leurs musées, ou encore des sites web avec un résumé sur leur histoire ou des informations touristiques. Plusieurs bons exemples de ces sites sur la communauté arménienne et juive existent : Armenian General Benevolent Union-Sofia (<http://www.agbubg.org>); Stepanos Hovagimyan Armenian School Association (AUS)-Sofia (<http://www.aus-bg.com>); HOM Armenian Charity Association (<http://www.arsbg.org>); la Synagogue de Sofia (<http://www.sofiasynagogue.com>), et Shalom Organization of Jews in Bulgaria (<http://www.shalom.bg>).

Assurer des services de bibliothèque aux représentants respectifs des groupes minoritaires, des immigrants et des réfugiés est une activité peu présente dans certains programmes et initiatives publiques. Par ailleurs, elle a trouvé sa place dans divers projets et plans ayant pour objectif la conversion des bibliothèques publiques en centres communautaires. Ces initiatives ont été suggérées par l'Union Bulgarian Library and Information Workers (renommé en 2009 en tant que Bulgarian Library and Information Association (BLIA)). Un modèle positif dans cette direction a été observé dans la création d'un partenariat entre la BLIA et les associations de bibliothécaires aux États-Unis. Le modèle de bibliothèques publiques et de centres d'information a été lancé par une équipe formée de bibliothécaires provenant des États-Unis et de la Bulgarie et a le potentiel de tourner l'attention des bibliothèques publiques vers les problèmes des communautés minoritaires et leur permettre, respectivement, de comprendre que leurs institutions évoluent dans un monde multiculturel.

La résolution de la conférence nationale sur la responsabilité sociale des bibliothèques publiques et leur rôle dans une société démocratique présentée en septembre 2003 souligne l'importance du rôle des bibliothèques publiques locales. La résolution fait état de : «pour une large majorité de petites municipalités en Bulgarie, les bibliothèques publiques sont les seuls centres dont les fonctions représentent un compromis entre les activités informationnelles, éducationnelles et culturelles» (Social Responsibility 2003).

Lancé par une équipe de bibliothécaires provenant des États-Unis et de la Bulgarie, ce modèle soutient les rôles des bibliothèques publiques et les centres d'information en proposant aux immigrants et aux réfugiés des services d'information. Ceci est d'autant plus important puisque ce modèle a conduit à l'intégration de ces services en tant qu'une nouvelle issue parmi les activités existantes des centres d'information et des bibliothèques publiques. Outre l'augmentation de la publication de textes séparés en diverses langues, les services des bibliothèques continuent à se faire connaître auprès des groupes minoritaires, des immigrants et des réfugiés.

Un des premiers exemples de bonne pratique est le «Aleko Konstantinov»- Le Centre communautaire culturel à Plovdiv dont l'orientation porte sur le soutien de l'environnement multiethnique pour les Amis du centre du Club des enfants. L'essence du projet «Information Internet Centre» (2001) est de réaliser un centre d'information dans la bibliothèque. Ce centre offre aux enfants et aux adolescents un accès gratuit aux bibliothèques, aux publications, et à d'autres bases de données ainsi qu'à de l'information administrative, médicale, culturelle et toute autre information sur la ville de Plovdiv et la région et des informations sur les nouvelles offres d'emploi. La création du centre est un bon exemple du succès de la coopération entre les ONG, les partenaires des centres communautaires tels que YMCA Plovdiv - Christian Youth Association et l'organisation culturelle et éducative «Unity». Cette organisation a la responsabilité de créer les conditions permettant aux jeunes de pratiquer des

loisirs dont l'impact leur seraient significatif et de développer leur créativité dans les domaines de l'éducation, des sports, de la culture et des arts. «Unity» est une ONG parmi d'autres ONG actives œuvrant dans le développement culturel des groupes ethniques dans la ville et dans la région.

Le principal objectif du centre club «Friends» est «la promotion de contacts informels, l'exploration, la cohésion et la création de relations à long terme basées sur la tolérance et la coopération parmi les jeunes et les adolescents qu'ils soient Bulgares, Arméniens, Juifs, Roms et tout autre origine». L'appui et le financement de cette initiative proviennent de l'OSF (ABLE 2004). La difficulté rencontrée lors de l'implantation d'autres projets similaires est due à l'absence du thème dans les préoccupations publiques et celles de la communauté des bibliothèques. À titre d'exemple, le National Center for Continuing Education of Libraries qui fonctionne depuis l'an 2000 avec BLIA n'a pas de programme impliquant la perspective de travailler avec des personnes issues de groupes minoritaires ou évoluant dans des conditions multiculturelles (Dimchev 2010).

Tel que mentionné, les problèmes financiers présentent un véritable obstacle à la mise en œuvre d'initiatives dans le domaine des bibliothèques. L'attribution de fonds à des programmes spécifiques et aux projets dépend entièrement du donateur. Par exemple, parmi trois projets proposés par la bibliothèque «Rodina Center» localisée à Stara Zagora, le gestionnaire administratif de la municipalité a opté pour un seul en raison de sa relation avec les personnes handicapées et a du abandonné les deux autres qui sont aussi importants et consistent à travailler avec les groupes minoritaires et les prisonniers (ABLE 2004).

5. Stratégie de projet pour atteindre la maîtrise de l'information chez les minorités et les immigrants en Bulgarie

Enfin, nous voulons proposer une stratégie de projet de bibliothèque afin d'atteindre la maîtrise de l'information pour les minorités et les immigrants en Bulgarie. Une telle stratégie exige une planification stratégique, des ressources nécessaires et des activités juridiques.

Un changement dans la loi sur les étrangers est nécessaire afin qu'ils puissent obtenir, plus rapidement et facilement, leur statut de résidence permanente et de citoyenneté. Ceci pourrait faciliter leur maîtrise de la langue bulgare, favoriser leur accès aux institutions scolaires bulgares et, subséquentement, leur intégration dans la société bulgare.

Une nouvelle stratégie pour l'intégration éducative et culturelle des Roms est aussi nécessaire. Cette stratégie doit être assurée par la disponibilité de ressources financières afin de les sensibiliser et les appuyer dans leur maîtrise de l'information. Les principales caractéristiques de cette initiative comprennent des sources de financement et des rôles bien définis autant pour l'État que pour les autorités locales.

Une nouvelle approche est nécessaire pour pouvoir introduire les technologies de l'information dans le cadre des partenariats entre les écoles et les bibliothèques publiques et cela dans le but d'appuyer l'apprentissage des jeunes, l'éducation et la sécurité technique. Ceci exigerait la mise en place de partenariats avec les ONG.

Les bibliothèques publiques doivent travailler de façon plus intense avec les ONG afin de créer un partenariat public-privé et d'attirer les ressources financières pour fournir les équipements, les ressources imprimées et informatiques aux bibliothèques et aux écoles.

L'introduction aux technologies de l'information nécessite aussi le développement des ressources humaines.

6. Conclusion

À l'heure actuelle, la situation en Bulgarie montre que le travail de la bibliothèque avec les représentants des groupes minoritaires, des réfugiés et des immigrants est une priorité. Le sujet fait partie désormais des publications bulgares de base en bibliothéconomie. La mise en œuvre des programmes d'alphabétisation peut être combinée à la préservation des traditions culturelles locales, des habits traditionnels et des fêtes traditionnelles.

Le fait que la maîtrise de l'information fasse partie du programme des bibliothèques bulgares permet de créer des programmes spéciaux destinés aux groupes minoritaires, aux réfugiés et aux immigrants et favoriser un changement radical dans l'attitude des autorités administratives envers les bibliothèques.



Référence

ABLE 2004: The Library as a Public Information Center. Guidance on planning and building (in Bulgarian)- Sofia: American- Bulgarian Library Exchange, 2004.

Chichikova 1999: Chichikova, Ts. State, Language and Education: The Case of the Turkish Minority in Bulgaria (MA thesis). – Budapest: Central European University, 1999.

Deykova 2000: Deykova, Olga, Susan Chakar. Bulgarian School Children from the Turkish Ethnic Group. (in Bulgarian) - Sofia, 2000.

Dimchev 2010: Dimchev, Alexander. Problems, Strategies and Policies in the Training of Library-Information Specialists in the Republic of Bulgaria throughout the 1989-2009 Period. (in Bulgarian) // Sofia University. Yearbook: Faculty of Philosophy: library and information science BA program, Vol. II, 2010, pp, 7-69.

Grashkina 2009: Grashkina, Vanja, Aneta Donceva, Alexander Dimchev. Guidelines for the development of the public library. A guide for library managers. (in Bulgarian) – Sofia, 2009.

Harizanva 2010: Harizanova, Olya. ICT – Development of Libraries: System of indicators (in Bulgarian) - Sofia, 2010.

Levy 2003: Levy, Ruth. Teaching Hebrew Mother Tongue in Schools in Bulgaria. (in Bulgarian) // Krumova, Olga, ed. Education of Roma in the Dimensions of Multiculturalism.- Sofia, 2003, pp. 76-79.

Mehmed 2002: Mehmed, Faruk. Achievements and Problems of Education in Turkish. // Strategies for Educational and Scientific Policy, 2002, special issue, pp. 165-169.

Nunev 2003: Nunev, Yosif. Basic Legal Documents on Education of Ethnic Minorities at Home and Their Relationship to School Segregation of Roma. (in Bulgarian) // Krumova, Olga, ed. Education of Roma in the Dimensions of Multiculturalism. - Sofia, 2003, pp. 15-18.

Nunev 2008a: Nunev, Yosif. Generation of Educational Policies on Integration of Children and Pupils from the Roma Ethnic Minority. (in Bulgarian) // Sociological Problems, 2008, special issue, pp. 210-229.

Nunev 2008b: Nunev, Yosif. Legal Aspects of Educational Integration of Children and Students Bulgarian Citizens with Ethno-Cultural Differences in the Context of Intercultural Education and Upbringing. (in Bulgarian) // Diversity without Borders. – Veliko Tarnovo: Faber, 2008, pp. 9-25.

Social Responsibility 2003: The Social Responsibility of the Public Libraries and their Role in the democratic Society (in Bulgarian) – Sofia: SBIR, 2003.

Tomova 1995: Tomova, I. The Gypsies in the Transition Period. – Sofia: IMIR, 1995.

Evgenia Rusinova, professeur agrégée, Ph.D.,
Georgeta Nazarska, professeur agrégée, Ph.D.,

State University of Library Studies and IT, Sofia, Bulgarie